



Délibération n°2017-84

Date de la convocation : 21/03/2017

Nombre de conseillers en exercice : 35

Nombre de conseillers présents : 28

Nombre de conseillers votants : 27

- dont « pour » : 27

- dont « contre » : 0

- « abstention » : 0

Objet : BILAN DE LA CONCERTATION DANS LE CADRE DE L'ELABORATION DU PLU DE LA COMMUNE D'HASTINGUES

Le lundi 27 Mars 2017 à 18h45

Le Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, à Misson, salle des Conseillers, sous la présidence de Monsieur Pierre Ducarre, Président en exercice :

Commune	Nom et Prénom	P r é s e n t	Suppléé par	Procuration donnée à	A b s e n t	E x c u s é
BÉLUS	DUFAU DANIEL	X				
CAGNOTTE	BACHERE ROBERT	X				
CAUNEILLE	DAMIANI CHRISTIAN	X				
ESTIBEAUX	BEROT DANIELE	X				
GAAS	LESCOUTE JEAN-MARC	X				
HABAS	DUPRE HENRIETTE	X				
HABAS	LATASTE JEAN-FRANCOIS	X				
HASTINGUES	DUCARRE PIERRE	X				
LABATUT	DUPONT BERNARD					X
LABATUT	GASSIE JEAN-YVES					X
MIMBASTE	LESCLAUZES MICHEL			PAYEN G		X
MIMBASTE	PAYEN GERARD	X				
MISSION	MAGESCAS BERNARD			LESCOUTE J-M		X
MOUSCARDES	DIZABEAU JEAN	X				
OEYREGAVE	LASSERRE SERGE	X				
ORIST	LAHILLADE FRANCIS	X				
ORTHEVIELLE	MOUSTIE DIDIER		FORTASSIER C			
OSSAGES	MARCOS FREDERIC	X				
PEY	DUCAMP ROLAND	X				
PEYREHORADE	CAILLETON ISABELLE	X				
PEYREHORADE	DAVERAT MICHEL	X				
PEYREHORADE	DUPONT BEAUVAIS ISABELLE	X				
PEYREHORADE	SAKELLARIDES DIDIER			DUPONT BEAUVAIS I.		X
PEYREHORADE	TRILLES MONIQUE	X				
PORT-DE-LANNE	CAPIN MICHEL		BRETHOUS V.			
POUILLON	DESCAZEUX HENRI	X				
POUILLON	MARQUIER JEAN-RAYMOND	X				
POUILLON	SIBERCHICOT MARIE-JOSEE	X				
POUILLON	VILHEM PATRICK	X				
SAINT-CRICQ-DU-GAVE	ETCHEBERTS THIERRY	X				
SAINT-ETIENNE-D'ORTHE	DISCAZAU SOPHIE	X				
SAINT-LON-LES-MINES	BOULAIN ANNIE			GUILLOT T.		X
SAINT-LON-LES-MINES	GUILLOT THIERRY	X				
SORDE-L'ABBAYE	LESCASTREYRES MARIE-MADELEINE	X				
TILH	DARRASPIEN JEAN					X
Secrétaire de séance			BACHERE Robert			



VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L153-14, L103-2 et R153-3;

VU le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement l'article L153-9 qui stipule que « *l'Établissement Public de coopération Intercommunale peut décider, après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'évolution d'un Plan Local d'Urbanisme engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence. Il se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée.* »;

VU les dispositions de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, et notamment son article 136 ;

VU la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

VU l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre I^{er} du Code de l'Urbanisme ;

VU le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre I^{er} du Code de l'Urbanisme et à la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme ;

VU la délibération de la commune d'Hastingues du 14 mars 2011 prescrivant l'élaboration du PLU communal, fixant les objectifs ainsi que les modalités de concertation.

VU le débat organisé au sein du Conseil Municipal de la commune d'Hastingues sur les Orientations générales du PADD du 13 juin 2012.

VU la réunion publique d'information à destination des habitants organisée le 20 mars 2013

VU la délibération du conseil communautaire en date du 27 mars 2017 arrêtant le projet de PLU de la commune d'Hastingues.

VU l'arrêté préfectoral PR/DAECL/2016/n°743 du 2 décembre 2016 portant création de la Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans issue de la fusion de la Communauté de communes de Pouillon et de la Communauté de communes du Pays d'Orthe au 1^{er} janvier 2017 ;

VU la délibération n°2016-10 du conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays d'Orthe du 19 janvier 2016 actant la poursuite des procédures d'urbanisme en cours des communes de Hastingues, Labatut, Saint Lon Les mines ;

VU la délibération du 20 janvier 2013 n°2016/03 du conseil municipal de la commune d'Hastingues demandant à la Communauté de communes du Pays d'Orthe de continuer la procédure de PLU.

VU la délibération n°2016-177 du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays d'Orthe en date du 13 décembre 2016 relative à la poursuite de la procédure d'élaboration du PLUI et des PLU des communes dans le cadre de la nouvelle communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans à compter du 1^{er} janvier 2017 ;

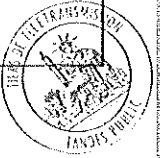
VU la délibération n°2017-22 du conseil communautaire de la Communauté de communes du pays d'Orthe et Arrigans en date du 24 janvier 2017 relative à la poursuite de la procédure d'élaboration des PLU communaux dont celui d'Hastingues,

CONSIDERANT que la nouvelle intercommunalité est compétente en matière d'urbanisme du fait du transfert automatique de compétence obligatoire ainsi que de l'inscription de la compétence obligatoire « Plan Local d'Urbanisme » dans les statuts de la nouvelle communauté de communes.

CONSIDERANT que les deux anciennes communautés de communes du Pays d'Orthe et de Pouillon ont demandé à la future intercommunalité, par délibération, de reprendre l'ensemble des procédures d'urbanisme, les deux PLUi mais aussi les révisions, élaboration et modification simplifiée des PLU communaux ;

CONSIDERANT que le projet de Plan Local d'Urbanisme est prêt à être transmis à l'ensemble des Personnes Publiques Associées et Consultées, conformément au code de l'urbanisme.

Monsieur le Président rappelle que le Conseil Municipal de Hastingues a prescrit, par délibération en date du 14 mars 2011 l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L 153-11 et R153-11 du code de l'urbanisme.



Monsieur le Président rappelle également les dispositions issues de la loi n°2000-1208 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000, la loi n°2003-596, Urbanisme et Habitat du 3 juillet 2003, la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant Engagement National pour le Logement, la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National dite Loi Grenelle 2, et la loi du 5 janvier 2011 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union Européenne, l'ordonnance du 5 janvier 2012, la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, la loi n°2017-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, et plus particulièrement la mise en œuvre des PLU ainsi que le déroulement de la phase de concertation.

Monsieur le Président rappelle que la compétence « étude, élaboration, approbation révision et suivi d'un plan local d'urbanisme intercommunal, de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » a été transféré à l'intercommunalité le 04 novembre 2015, approuvé par délibération de la commune le 12 Novembre 2015.

Monsieur le Président rappelle les modalités de concertation inscrites dans la délibération de prescription du PLU prise par le conseil municipal de Hastings :

- Une réunion publique d'information
- Information dans le bulletin municipal sur l'évolution du document d'urbanisme
- Ouverture d'un cahier d'observation accessible aux jours et heures d'ouverture de la mairie.
- Entretiens avec Monsieur le Maire ou ses adjoints

M. le Président précise que la concertation s'est conformément déroulée à cette délibération.

Affichage :

Chaque délibération du Conseil Municipal concernant le PLU a été affichée et notamment celle prescrivant l'élaboration du PLU et définissant les modalités de la concertation.

Réunion Publique :

La réunion publique s'est déroulée le 20 mars 2013. Elle a fait l'objet d'un affichage en mairie.

Cette réunion a permis de présenter à la population les motifs de la mise en œuvre du PLU, les exigences du cadre réglementaire, sa procédure d'élaboration et les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable.

Une cinquantaine d'habitants environ se sont déplacés. Les questions ont tourné

essentiellement autour de :

L'assainissement collectif, le cout pour des travaux impliquant des pompes de

relevage

L'assainissement individuel

Le sursis à statuer

Les règles architecturales

o **Cahier d'observation et courriers**

- o Un cahier d'observation a été ouvert en mairie et les habitants pouvaient écrire à Monsieur le Maire. Des remarques ont donc été prises en compte et elles concernent, principalement, des demandes d'ouverture à l'urbanisation, d'extension de constructibilité, ...



- o
- o **Entretiens avec M. le Maire à la demande de particuliers**
- o Au final plusieurs demandes ont été émises lors d'entretiens avec M. le Maire. Ces entretiens ont permis de prendre en compte les doléances de certains particuliers.
- o
- o M. Le Président rappelle que conformément à l'article R 153-3 du code l'urbanisme, le conseil communautaire doit tirer le bilan de cette concertation, et doit en délibérer :
- o
- o **Après avoir entendu l'exposé de monsieur Le Président**
- o Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment l'article R 153-3 du code de l'urbanisme,
- o Vu la délibération prise par le conseil municipal du 14 mars 2011, prescrivant l'élaboration du PLU de la commune et définissant les modalités de la concertation,
- o Vu les observations et les entretiens relevés à l'occasion de cette concertation, et le bilan qui est établi, ce jour,
- o Considérant l'ensemble des éléments cités ci avant ayant permis une concertation la plus large possible,

Et après en avoir débattu, le conseil communautaire, (à l'unanimité des présents) (Mr le Président ne participant pas au vote en tant que Maire d'Hastings),

o **Décide**

- o **Article 1 :**
- o D'approuver le bilan de la concertation tel qu'il a été exposé par Monsieur le Président
- o **Article 2 :**
- o La présente délibération sera affichée pendant un mois à la mairie et au siège de la communauté de communes conformément à l'article R. 153-18 du code de l'urbanisme.

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Président,
Pierre DUCARRE

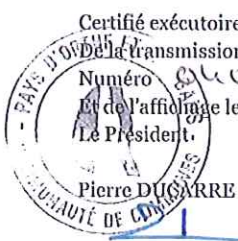


La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire compte tenu

De la transmission électronique du 7/4/2017.

Numéro 040-200069417-20170327-20170327_84-DE
de l'affichage le 11/04/17
Le Président.



Pierre DUCARRE

Délibération n°2017-84 du 27/03/2017